



BNECA

COMMISSAIRE AUX COMPTES
& AUDIT COMPTABLE

ASSOCIATION « INITIATIVE OISE OUEST »
RCS : 42971019700048

54 Rue de Tilloy

60 000 - BEAUVAIS

RAPPORTS
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
A L'ASSEMBLEE DU 18 JUIN 2025

COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

BNECA Commissaire aux comptes & Audit comptable

2, avenue de la Forêt d'Halatte – Parc Alata - Alatum 1 – 60100 CREIL

accueil@nathaliebouard.fr – 03 44 55 23 04

SARL au capital social de 60 000 € - RCS Compiègne 800 262 578 – APE 6920Z

Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes des Hauts de France

N.B.






ASSOCIATION « INITIATIVE OISE OUEST »
RCS : 42971019700048

54 Rue de Tilloy

60 000 - BEAUVAIS

Sommaire

-  Rapport sur les comptes annuels
-  Comptes annuels
 - Bilan
 - Compte de résultat
 - Annexe
-  Rapport spécial sur les conventions réglementées



ASSOCIATION « INITIATIVE OISE OUEST »
RCS : 42971019700048

54 Rue de Tilloy

60 000 - BEAUVAIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



A l'Assemblée Générale des Membres de l'Association INITIATIVE OISE OUEST

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association INITIATIVE OISE OUEST relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. **Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 23 Mai 2025.**

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que **les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.**

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux Membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux Membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Creil, le 03 Juin 2025.

Le Commissaire aux comptes
Cabinet B.N.E.C.A.
Nathalie BOUARD

Nathalie BOUARD

✓ Certified by  yousign

COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

ASS INITIATIVE OISE OUEST

54 RUE DE TILLOY
60000 BEAUVAIS
APE : 9499Z-
Siret : 42971019700048

COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etats financiers



PLC Conseil
l'énergie du service

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	109 876,06	52 550,81	57 325,25	63 415,94
Immobilisations financières				
Prêts	2 548 790,15	181 080,73	2 367 709,42	2 302 812,98
Autres immobilisations financières	2 543,82		2 543,82	2 543,82
ACTIF IMMOBILISE	2 661 210,03	233 631,54	2 427 578,49	2 368 772,74
Stocks				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	6 140,00		6 140,00	42 194,20
Autres créances	98 423,87		98 423,87	85 491,87
Divers				
Disponibilités	1 317 082,73		1 317 082,73	1 301 502,09
Charges constatées d'avance	1 134,33		1 134,33	1 492,07
ACTIF CIRCULANT	1 422 780,93		1 422 780,93	1 430 680,23
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	4 083 990,96	233 631,54	3 850 359,42	3 799 452,97



Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
PASSIF		
Fonds associatifs sans droit de reprise	3 344 655,13	3 360 777,93
Report à nouveau	189 856,79	180 059,93
RESULTAT DE L'EXERCICE	39 614,31	-6 325,94
FONDS PROPRES	3 574 126,23	3 534 511,92
Apports	223 469,00	223 469,00
Fonds associatifs avec droit de reprise	223 469,00	223 469,00
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	223 469,00	223 469,00
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
FONDS DEDIES		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 456,16	6 398,00
Dettes fiscales et sociales	38 817,14	28 300,85
Autres dettes	3 090,89	6 773,20
Produits constatés d'avance	4 400,00	
DETTES	52 764,19	41 472,05
ECARTS DE CONVERSION		
TOTAL DU PASSIF	3 850 359,42	3 799 452,97



Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
Production vendue	194,40	9 010,30
Subventions d'exploitation	302 856,18	311 415,05
Reprises et Transferts de charge	1 175,04	5 146,56
Cotisations	9 480,00	9 480,00
Autres produits	101,03	1,48
Produits d'exploitation	313 806,65	335 053,39
Autres achats non stockés et charges externes	91 729,57	92 880,71
Impôts et taxes	734,18	836,63
Salaires et Traitements	146 293,86	156 770,51
Charges sociales	52 203,58	61 868,63
Amortissements et provisions	6 640,68	5 968,02
Autres charges	95,25	11 380,74
Charges d'exploitation	297 697,12	329 705,24
RESULTAT D'EXPLOITATION	16 109,53	5 348,15
Produits financiers	73 083,31	59 025,75
Charges financières	48 466,82	69 832,84
Résultat financier	24 616,49	-10 807,09
RESULTAT COURANT	40 726,02	-5 458,94
Produits exceptionnels	710,30	360,00
Charges exceptionnelles	36,01	
Résultat exceptionnel	674,29	360,00
Impôts sur les bénéfices	1 786,00	1 227,00
EXCEDENT OU DEFICIT	39 614,31	-6 325,94
Contribution volontaires en nature		
Bénévolat	26 010,00	30 886,80
Total des produits	26 010,00	30 886,80
Personnel bénévole	26 010,00	30 886,80
Total des charges	26 010,00	30 886,80



COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe



PLC Conseil
l'énergie du service

Annexe normalisée

Notre association Initiative Ouest est l'une des 206 associations locales Initiative réparties sur tout le territoire métropolitain et ultramarin formant le réseau Initiative France, le premier réseau associatif d'accompagnement et de financement d'entrepreneurs. Notre réseau de service d'intérêt économique général se fixe comme mission de contribuer à la réduction de la fracture sociale et territoriale en se mettant à l'écoute et au service des entrepreneurs, des territoires et du développement de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et de la cohésion sociale.

Au cœur de la raison d'être de notre association et de son réseau, figurent l'accompagnement et le financement de créateurs/repreneurs d'entreprise et d'entrepreneurs grâce à des prêts d'honneur personnels, sans intérêts et sans garantie permettant à ces derniers la mobilisation d'autres dispositifs -notamment bancaires- de soutien aux TPE et PME.

Pour réaliser sa mission, notre association s'appuie en particulier sur, d'une part, des collaborateurs professionnels compétents, et d'autre part, un réseau de bénévoles forts de leur expérience entrepreneuriale qui offrent aux porteurs de projets un accompagnement personnalisé, amont et aval au financement accordé par un comité d'agrément bienveillant regroupant des professionnels.

Notre association comme tout le réseau Initiative France est engagée dans un processus de qualité grâce à :

- Une Charte d'éthique, un référentiel « métier », la « promesse Initiative France », un système de qualification
- L'assistance de ses organisations régionales et des services de sa coordination nationale
- Le projet stratégique du réseau pour la période 2022-2025

Concrètement, sur l'exercice 2024, notre association locale a étudié 128 dossiers, présenté au Comité d'agrément 107 projets dont 94 ont été validés correspondant à 114 prêts personnels accordés.

Informations sur les règles et méthodes comptables

- Application des conventions générales
- Justification des dérogations aux règles et méthodes comptables
- Justification des méthodes retenues en cas de pluralités optionnelles
- Incidence du changement de méthode liée à la 1^{ère} application du Règlement ANC 2018-06
 - o Incidence sur la présentation des comptes et les résultats de l'entité (ANC 2018-06)
 - o Choix de méthode pour la comptabilisation des cotisations (ANC 2018-06)
 - o Choix de méthode pour le report en produit des fonds dédiés liés à des immobilisations amortissables (ANC 2018-06)

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions :

- Du Plan Comptable Général : règlement ANC 2014-03 modifié par le règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015 et le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 de l'autorité des Normes Comptables (ANC)
- Des normes comptables des personnes morales non commerçantes à but non lucratif : règlement ANC 2018-06 du 05 décembre 2018
- Des normes comptables et financières spécifiques arrêtées par le réseau Initiative France à la suite de l'entrée en vigueur du règlement ANC 2018-06

N.B.



Annexe normalisée

Les comptes annuels sont établis avec sincérité dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices
- Continuité d'exploitation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Le règlement ANC 2018-06 offre aussi certaines options de comptabilisation. Notre association a opté :

- Pour la comptabilisation des cotisations, l'option retenue est celle de comptabiliser en fonction de l'exercice de référence et non sur la base des encaissements
- Concernant les fonds dédiés contribuant au financement d'immobilisations amortissables, les fonds dédiés sont considérés comme des subventions d'investissement reportées au résultat au rythme des amortissements

Informations relatives au bilan

- *Créances*

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

- *Immobilisations*

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Durées d'amortissements

- Installation générales et agencements : 10 ans
- Matériel de transport : 5 ans
- Matériel de bureau : 1 à 3 ans
- Matériel informatique : 1 à 3 ans
- Mobilier : 5 à 10 ans

N.B.



Annexe normalisée

- Etat de l'actif immobilisé (NIF et ANC 2018-06)

L'état des prêts décaissés à l'actif du bilan se présente ainsi :

prêts immobilisés	31 12 2024		31 12 2023	
	montant	quantité	montant	quantité
création	905 075	195	1 475 310	199
transmission	1 238 050	173	838 755	113
croissance	405 665	39	182 230	25
remarquable				
santé				
agricole				
total	2 548 790	407	2 496 295	336

Sur l'exercice 2024, prêts ont été 99 décaissés pour un montant de 962 750 € dont :

- 77 prêts pour un montant de 774 750 € accordés en 2024
- 22 prêts pour un montant de 188 000 € accordés en 2023
- Etat des provisions (NIF)

L'état des provisions pour dépréciation des prêts à l'actif du bilan se présente ainsi :

dépréciation des prêts	31 12 2024		31 12 2023	
	montant	quantité	montant	quantité
création	37 115	20	43 750	26
transmission	123 706	25	135 086	24
croissance	20 260	4	14 645	3
remarquable				
santé				
agricole				
total	181 081	49	193 481	53
dotation	35 833	20	57 013	
reprise	48 233	33	46 051	

Sur l'exercice 2024,

- 9 prêts pour un montant de 10 509 € ont été repris pour être passés en perte
- 24 prêts pour un montant de 37 723 € ont été repris sans être utilisé

Les prêts sont provisionnés sur le montant net de garantie selon la règle suivante :

- Plus de 3 et jusqu'à 6 impayés : 50%
- Plus de 6 impayés : 75%
- En redressement judiciaire ou liquidation de bien : 100%
- En cas de cessation d'activité : 100%

N.B.



Annexe normalisée

- Etat des créances et dettes (NIF)

Le montant des prêts à l'actif du bilan se décompose ainsi selon les échéances :

échéance des prêts	31 12 2024	
	-1 an	1 an et +
création	363 808	541 267
transmission	415 517	812 533
croissance	129 946	275 719
remarquable		
santé		
agricole		
total	919 271	1 629 519

Au 31 12 2024, le montant des apports en fonds de prêt accordés mais non encore encaissés à l'actif du bilan se répartit ainsi :

fonds de prêts accordés	31 12 2024		31 12 2023	
	montant	quantité	montant	quantité
création				
transmission				
croissance				
remarquable				
santé				
agricole				
total	0	0	0	0

- Répartition de la trésorerie (NIF)

trésorerie	31 12 2024	31 12 2023
	montant	montant
trés. s. prêt	1 086 315	1 127 064
trés. fonctionnement	230 768	174 438
total	1 317 083	1 301 502

N.B.



Annexe normalisée

- Montant des engagements financiers (NIF)

Au 31 12 2024, le montant des prêts accordés par le comité d'agrément mais non décaissés n'est pas comptabilisé mais figure parmi les engagements hors bilan. Il se répartit ainsi :

prêts accordés non décaissés	31 12 2024		31 12 2023	
	montant	quantité	montant	quantité
création	103 000	13	109 000	16
transmission	140 000	10	175 000	14
croissance	7 500	1		
remarquable				
santé				
agricole				
total	242 500	24	284 000	30

- Variation des fonds propres (ANC 2018-06 et NIF)

La variation des fonds propres consacrés à l'activité prêt peut se résumer ainsi (NIF) :

fonds de prêt	31 12 2024	31 12 2023
	montant	montant
création / transmission	3 078 917	3 095 039
transmission		
croissance	489 207	489 207
remarquable		
santé		
agricole		
total	3 568 124	3 584 246

La quote-part des fonds propres, affectable au fonctionnement de l'association, se présente ainsi (NIF) :

fonds propres fonctionnement	31 12 2024	31 12 2023
	montant	montant
réserves		
report à nouveau	189 857	180 059
<i>sous-total</i>	<i>189 857</i>	<i>180 059</i>
résultat fonctionnement	20 627	4 480
total	210 484	184 539

N.B.



Annexe normalisée

Informations relatives aux comptes de résultat

Le règlement ANC 2018-06 demande des informations complémentaires dans l'annexe portant notamment sur :

- Le montant des concours publics et des subventions reçues par l'entité par nature de concours ou subventions et par catégories d'autorités publiques (ANC 2018-06)
- Les contributions en nature : modalités de recensement, de quantification et de valorisation (ANC 2018-06)
- Montant des concours publics et subventions reçues (ANC 2018-06)

	2024			2023		
concours publics	concours	subventions	subventions	concours	subventions	subventions
subventions	publics	exploit.	investis.	publics	exploit.	investis.
Union Européenne						
Etat		8 536			20 005	
Conseil Régional		42 656			55 251	
Intercommunalités		195 409			188 183	
Département		6 000			10 000	
Ville					3 750	
Autres		50 256			34 226	
total		302 857			311 415	

N.B.



Annexe normalisée

- Décomposition du compte de résultat par activité (NIF)

	2024				2023			
	total	fonction- nement	prêts	autres activités	total	fonction- nement	prêts	autres activités
produits exploitation	313 807	313 807			335 053	335 053		
charges exploitation	297 697	293 854	3 843		329 705	329 705		
<i>résultat exploitation</i>	<i>16 110</i>	<i>19 953</i>	<i>-3 843</i>		<i>5 348</i>	<i>5 348</i>		
produits financiers	73 083		73 083		47 827		47 827	
charges financières	48 467		48 467		59 908		59 908	
<i>résultat financier</i>	<i>24 616</i>		<i>24 616</i>		<i>-10 807</i>		<i>10 807</i>	
<i>résultat courant</i>	<i>40 726</i>	<i>19 953</i>	<i>20 773</i>		<i>-5 459</i>	<i>5 348</i>	<i>-10 807</i>	
produits except.	710	710			360	360		
charges except.	36	36			0	0		
<i>résultat exceptionnel</i>	<i>674</i>	<i>674</i>			<i>360</i>	<i>360</i>		
IS	1 786		1 786		1 227	1 227		
<i>résultat net</i>	<i>39 614</i>	<i>20 627</i>	<i>18 987</i>		<i>-6 326</i>	<i>4 480</i>	<i>-10 807</i>	

- Tableau du compte de résultat sur activité prêt (NIF)

compte résultat activité prêt	31 12 2024		31 12 2023	
	montant	quantité	montant	quantité
<i>charges</i>				
dotations prov. prêts	35 832		57 013	
pertes brutes s prêts	33 805		12 820	
autres charges	5 629		375	
total des charges	75 266		70 208	
<i>produits</i>				
reprises prov. prêts	48 233		46 051	
garanties obtenues	21 170		9 909	
autres produits	24 850			
total des produits	94 253		55 960	
résultat s. prêts	18 987		-14 248	

N.B.



Annexe normalisée

- Contributions en nature (ANC 2018-06)

CNV	2024	2023
<i>contributions</i>		
dons en nature		
prestation en nature	26 010	30 886
bénévolat		
total		
<i>charges</i>		
secours en nature		
m-à-d gratuite de biens		
commodat (prêt)		
prestation en nature	26 010	30 886
personnel bénévole		
total	0	0

Les informations concernant les mises à disposition de biens ou de personnel sont évaluées et transmises par les donateurs à partir des coûts enregistrés dans leur propre comptabilité.

Le bénévolat est quantifié grâce :

- aux relevés d'heures fournis par les différents bénévoles comme les parrains
- aux feuilles de présence remplies lors des différentes réunions comme les réunions des comités d'agrément, des diverses commissions techniques ou comités ad hoc

Le bénévolat est évalué sur la base de 60 € de l'heure (contre 60€ en N-1).

- Produits et charges exceptionnelles

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liées à l'activité normale de l'association.

Autres informations

- Effectif moyen (ANC 2014-03 et NIF)

L'effectif moyen est exprimé en ETP (équivalent temps plein) et comprend les mises à disposition des personnes et les bénévoles concourant à l'activité.

Effectif	2024	2023
cadres	1	1
non cadres	3	3
<i>sous total</i>	4	4
personnel m-à-d facturées		
personnel m-à-d CVN	0.24	0.28
total	4.24	4.28

N.B.



Annexe normalisée

- Information sur les rémunérations des dirigeants (ANC 2014-03 et NIF)

Au cours de l'exercice, les membres des organes d'administration et de direction ont perçu des rémunérations pour les montants et le nombre de personnes concernées suivants :

Communiquer cette information reviendrait à communiquer une rémunération individuelle. Par conséquence, cette information ne peut pas être communiquée.

- Honoraires du commissaire aux comptes (ANC 2014-03 et NIF)

honoraires CAC	31 12 2024	31 12 2023
certification des comptes	3 200	3 180
autres missions		
total	3 200	3 180

N.B.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	60 521	550		61 071
- Matériel de transport	27 039			27 039
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	21 766			21 766
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	109 326	550		109 876
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	2 498 839			2 551 334
Immobilisations financières	2 498 839			2 551 334
ACTIF IMMOBILISE	2 608 165	550		2 661 210



Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		550		550
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		550		550
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				



Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Ce poste se compose essentiellement des prêts d'honneur et le cas échéant des provisions associées à ces prêts.

Le fait générateur de l'inscription du prêt d'honneur en comptabilité est la signature du contrat de prêt.

Les provisions sur prêts sont évaluées de manière individuelle en fonction des incidents de remboursement constatés.

Les pertes définitives sur prêts sont constatées dès lors que l'ensemble des recours possibles a été exercé et après validation du bureau de l'association.

L'estimation des provisions pour dépréciation pour risques de non recouvrement des prêts d'honneur sont calculées sur les soldes de prêts. Les taux de provisions sont les suivants :

- Cessation d'activité ou liquidation judiciaire en cours : 100%
- Redressement judiciaire en cours : 100% du solde
- Au-delà de 6 échéances non honorées : 75% du solde
- Au-delà de 3 échéances non honorées : 50% du solde

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	3 687	4 133		7 820
- Matériel de transport	27 039			27 039
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	15 184	2 508		17 692
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	45 910	6 641		52 551
ACTIF IMMOBILISE	45 910	6 641		52 551



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 2 657 032 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	2 548 790	919 271	1 629 519
Autres	2 544		2 544
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	6 140	6 140	
Autres	98 424	98 424	
Charges constatées d'avance	1 134	1 134	
Total	2 657 032	1 024 969	1 632 063
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Information non disponible concernant la distinction : plus d'un an, moins d'un an.

Produits à recevoir

	Montant
Fournisseurs - RRR à obtenir	1 172
Etat - produits à recevoir	64 285
Intérêts courus à recevoir	24 778
Total	90 235



Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	193 482	35 832	48 233	181 081
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières				
Total	193 482	35 832	48 233	181 081
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières		35 832	48 233	
Exceptionnelles				

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	3 360 778			16 123	3 344 655
Fonds propres avec droit de reprise	223 469				223 469
Ecart de réévaluation					
Réserves		-6 326		-6 326	
Report à Nouveau	180 060		9 797		189 857
Excédent ou déficit de l'exercice	-6 326	6 326	39 614		39 614
Situation nette	3 757 981		49 411	9 797	3 797 595
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	3 757 981		49 411	9 797	3 797 595



Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 52 764 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 456	6 456		
Dettes fiscales et sociales	38 817	38 817		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	3 091	3 091		
Produits constatés d'avance	4 400	4 400		
Total	52 764	52 764		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	6 456
Dettes provis. pr congés à payer	11 082
Personnel - autres charges à payer	6 000
Charges sociales s/congés à payer	4 774
Etat - autres charges à payer	1 704
Total	30 016



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	1 134		
Total	1 134		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	4 400		
Total	4 400		

Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Il n'y a pas de cadres dirigeants bénévoles ou salariés dans l'association.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
NEANT	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	



Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
Garanties reçues de BPI sur le recouvrement des prêts d'honneur / Taux de garantie est fixé individuellement	
Autres engagements reçus	
Legs nets à réaliser	
Total	

